

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Le Sida continue de

MALGRÉ une intensification des campagnes de sensibilisation à la pandémie menées par le Programme national de lutte contre le Sida et les infections sexuellement transmissibles (Pnlist), la situation épidémiologique liée au VIH au Gabon continue d'être préoccupante.

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

LE Sida est là et continue de sévir au Gabon. Malgré une intensification des campagnes de sensibilisation menées par le Programme national de lutte contre le Sida et les infections sexuellement transmissibles (Pnlist), la situation épidémiologique liée au VIH continue d'être préoccupante dans notre pays. Une inquiétude compréhensible au regard des récentes données Spectrum/Onusida, qui révèlent une augmentation alarmante de nouvelles infections chez les jeunes et les adolescents chez nous.

Pour la seule année 2019, ce sont plus de 500 nouvelles infections au VIH qui ont été enregistrées dans la tranche d'âge située entre 0 et 14 ans. Contraignant ainsi le nouveau Plan national de lutte contre cette maladie à recentrer dorénavant ses actions et activités sur cette population cible. L'an dernier, le Pnlist indiquait déjà que la prévalence du VIH est 4 fois plus élevée chez les jeunes filles de 15 à 24 ans, comparativement aux garçons du même âge, mettant d'ailleurs en lumière le fait que la jeunesse est de plus en plus encline à connaître le sexe de manière précoce, dès l'âge de 12 à 13 ans.

Si rien n'est fait, leurs prévisions montrent même que ces chiffres pourraient exploser au terme des résultats de la prochaine Enquête démographique et de santé du Gabon (EDSG), présentement dans sa phase de collecte d'informations.

Du côté des adultes, la situation n'est guère reluisante, car on enregistre 1 200 nouvelles infections au cours de cette même année 2019, dont 810 chez les femmes. Certes, le Gabon a fait des progrès dans sa riposte au VIH, car le rapport des estimations publié en juillet 2019 indique que la prévalence nationale est passée de 4,1 % en 2006 et 2012 à 3,8 % en fin 2018. Mais, force est de constater

que des formes de recrudescence de la maladie apparaissent, appelant ainsi à la vigilance et à la prise de conscience collective.

Si à la Direction générale de la prévention du Sida (DGPS), cette situation est quelque peu imputable à la baisse du niveau de la sensibilisation autour des mesures de prévention et de protection, au tapage médiatique habituel et à la réduction du financement, il n'empêche que les comportements individuels sont également à pointer du doigt. "Du coup, ce pan ne bénéficie pas d'un véritable appui financier, parce que le gros des ressources mises à la disposition du VIH va dans

Si rien n'est fait, leurs prévisions montrent même que ces chiffres pourraient exploser au terme des résultats de la prochaine Enquête démographique et de santé du Gabon (EDSG), présentement dans sa phase de collecte d'informations.

ciles, sans que cela soit signalé dans les structures de prise en charge. Plusieurs PVVIH disparaissent de la circulation ou changent de lieu de prise en charge par crainte des regards discriminatoires.

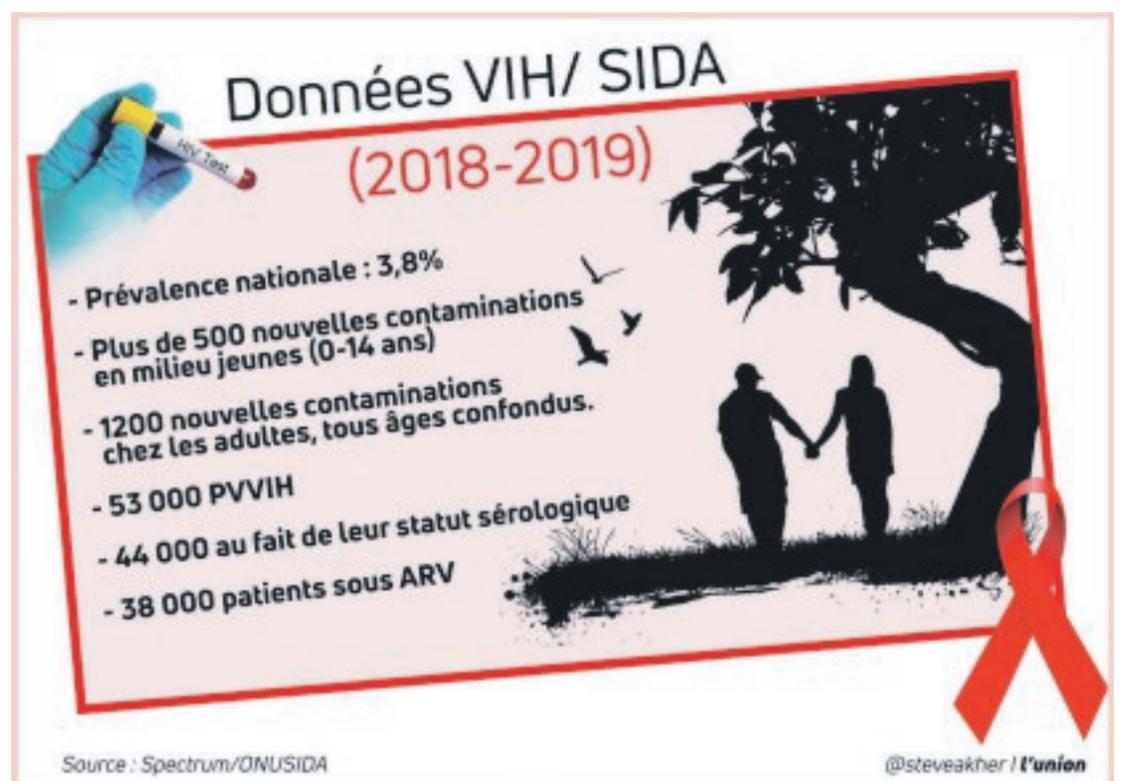
"Mais comme nous n'avons pas d'identifiant unique pour retracer tous ces malades, cela nous pose un problème. À force de rechercher un endroit où il existe moins d'actes de stigmatisation, les PVVIH peuvent se retrouver ici comme dans d'autres villes du

pays. Ce qui complique le suivi de leur prise en charge", explique une source proche de la DGPS. Sur une population de 53 000 PVVIH, près de 44 000 sont au fait de leur statut sérologique, et 38 000 sont sous traitement. Mais, beaucoup de doublons et de dossiers multiples rendent parfois difficile la bonne lecture de ces statistiques, apprend-on à la DGPS. Ce qui fait qu'on y retrouve, par mégarde, des personnes décédées, des perdus de vue, ceux qui ont changé de site, etc. D'où l'intérêt de l'audit en cours, et qui permettra de faire un toilettage de ces fichiers, de traiter les dossiers des PVVIH depuis l'apparition des premiers cas.

La célébration, ce mardi 1er décembre 2020, de la 33e édition de la Journée mondiale de lutte contre le VIH, sous le thème national "La responsabilité de chacun et les efforts pour tous pour lutter contre le VIH/Sida et les IST", sera la bonne occasion pour les autorités sanitaires d'affiner les stratégies, tout en veillant à l'arrimage à la déclinaison des ODD (Objectifs du développement durable) dont le numéro 6 vise à combattre le VIH/Sida, le paludisme et les autres maladies.



Photo: AJT Si le Gabon a fait des progrès dans sa riposte au VIH, il existe une aug



sévir au Gabon

À l'ombre du coronavirus

Prissilia M MOUITY
Libreville/Gabon

VOILÀ bientôt un an que le nouveau coronavirus (Covid-19) bouleverse le monde, focalise l'attention de la communauté scientifique au point d'éclipser d'autres affections comme le VIH/Sida. Cette autre pandémie mondiale est pourtant toujours présente, 40 ans après son apparition. L'existence du Covid-19 n'y a rien changé.

En effet, en dépit des progrès réalisés, encore 1,7 million de personnes sont infectées par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) chaque année, et quelque 690 000 en meurent. Alors que toute l'attention est portée sur la crise sanitaire liée au coronavirus, cette triste réalité semble échapper à plus

Si rien n'est fait, « la riposte au sida pourrait connaître un bond en arrière de 10 ans si la pandémie de Covid-19 interrompt gravement les services de lutte contre le VIH »



Photo: F. M. MOMBOJ / L'Union

d'un. La preuve, la lutte contre le Sida et les patients infectés par le VIH sont laissés-pour-compte depuis que le Covid-19 est là. " Nous constatons que la crise liée au Covid-19 exacerbe les difficultés auxquelles sont confrontées les personnes vivant avec le VIH, par exemple en ce qui concerne l'accès aux soins de santé vitaux ", indique une source proche de la Direction générale de la prévention du Sida (DGPS). On comprend alors que la crise sanitaire actuelle creuse non seulement les inégalités sociales, mais accroît aussi la vulnérabilité au VIH des groupes margina-

lisés. Les répercussions du Covid-19 sur les vies en général, et sur la riposte au Sida, devraient amener les acteurs de la lutte contre cette maladie et les plus hautes autorités à agir vite. Si rien n'est fait, " la riposte au sida pourrait connaître un bond en arrière de 10 ans si la pandémie de Covid-19 interrompt gravement les services de lutte contre le VIH ", prévenait le Programme commun des Nations unies contre le VIH/Sida (Onusida) lors de son dernier rapport mondial. Il y a donc urgence à agir !



mentation inquiétante des décès liés au Sida chez les adolescents.

Nécessaire restructuration des CTA

Cherolle MISSOUKI
Libreville/Gabon

AVEC 53 000 personnes vivant avec le VIH/Sida (PVVIH) au Gabon dont 38 000 sous traitement, les Centres de traitement ambulatoire (CTA) que compte notre pays font face à de nombreuses difficultés.

Malgré le taux de prévalence relativement bas (4,1 %) de cette maladie enregistrée lors de l'Enquête démographique et de santé (EDS) de 2012, les CTA sont confrontés à un nombre sans cesse croissant de demandeurs du traitement. " Le personnel, en sous-effectifs depuis plusieurs années, est débordé par le flux de patients qui arrivent quotidiennement au centre ", déclare

un médecin du CTA de Nkembo. Un problème de surpopulation qui vient s'ajouter à la rupture des médicaments souvent observé dans lesdits centres.

Les CTA sont confrontés à un nombre sans cesse croissant de demandeurs du traitement.

Selon la direction générale de la Prévention du Sida (DGPS), depuis la suppression du Fonds national de développement du Sida (FNDS), il y a une absence de ressources permanentes pouvant faire des acquisitions de stocks de

médicament qui peuvent couvrir une longue période. " Cette rupture de médicament qui affecte le fonctionnement des CTA est due à une absence de commande régulière et d'achat dans la foulée de l'urgence ", a indiqué une source proche de la DGPS. Pour désengorger ces établissements, la DGPS envisage de procéder à une décentralisation de la prise en charge des malades. " Nous allons faire en sorte que d'autres structures autres que les CTA soient capables de traiter les malades, où qu'ils se trouvent sur le territoire ", souligne-t-elle. Cette décentralisation permettra, avec le dispositif adéquat selon la DGPS, de régler, entre autres, la problématique des " cas perdus ".



Photo: P.M.M./L'Union